

Point sur l'état d'alerte chez Services France

Malgré la diffusion tardive d'un tract resté bloqué plusieurs jours (mystère...?), les messages relatifs à la situation de crise ont néanmoins été entendus. En l'état, nous estimons que la direction dispose de la capacité nécessaire pour répondre favorablement à nos revendications. À ce stade, plusieurs signaux laissent penser que des actions sont en cours. Ce sujet sera inscrit à l'ordre du jour de notre prochain CSE extraordinaire porté en intersyndical. Nous espérons que les réponses apportées permettront de traiter l'ensemble de nos préoccupations.



État de nos revendications

Un diagnostic objectif de la situation au sein de Services France et la mise en place d'espaces d'expression sécurisés.

En rapport à ces points des ateliers ont été organisés à partir du 1^{er} octobre pendant environ une semaine, à l'interface des métiers de la Direction des Opérations et de la Direction des Ventes, sur un périmètre régional ciblé. Si certaines personnes ont pu exprimer leur mal-être, leurs inquiétudes, leurs attentes ainsi que certains dysfonctionnements au sein des différentes entités, d'autres n'ont pas ressenti un niveau de confiance suffisant pour s'exprimer librement. La confiance ne se décrète pas, elle se construit dans la durée, au travers d'actes concrets et cohérents. Ce travail ne doit pas s'arrêter là. Il doit être poursuivi sur l'ensemble du territoire, car nous savons qu'il existe des spécificités régionales qu'il convient de prendre en considération.

Une analyse de la charge de travail réelle des équipes

Ce travail reste à mener. Il devra notamment prendre en compte les surcharges ponctuelles et les mécanismes de compensation liés aux arrêts maladie et à l'absentéisme actuellement constatés.

Un plan d'action pour les compétences critiques et les secteurs en sous-effectif

Cette démarche doit s'inscrire dans la durée et être menée de façon continue. Elle ne doit pas être engagée uniquement lorsqu'une situation de crise est déjà installée, comme c'est malheureusement le cas aujourd'hui.

Une évaluation des risques psychosociaux (EVRPS) par région et par métier

Cette évaluation doit être programmée en urgence sur l'ensemble des unités territoriales de Services France. Les résultats de l'EVRPS devront être analysés conjointement avec ceux de l'enquête One Voice. À ce jour, les résultats de cette dernière n'ont toujours pas été restitués aux équipes.

Un réexamen du calendrier de déploiement de CPQ 4S

Il semblerait qu'un nouvel échéancier soit actuellement à l'étude. Nous nous en félicitons et attendons désormais sa présentation. Il est essentiel de remettre les priorités dans le bon ordre : d'abord la santé des salariés, ensuite l'atteinte des objectifs, puis le déploiement des nouveaux outils.

Pour FO, les salariés constituent la richesse la plus précieuse de notre entreprise. Leur santé ne peut être mise en danger, ni servir de variable d'ajustement permanente au gré des transformations successives.

La performance durable repose avant tout sur des conditions de travail respectueuses, des effectifs adaptés aux besoins réels de l'activité et une écoute sincère du terrain. C'est à cette condition que pourront être conciliés bien-être des salariés et réussite collective.



1^{er} syndicat du Groupe Schneider Electric

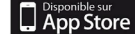
Site FO Schneider : www.fo-schneider.fr

Retrouvez-nous aussi sur  @FO.Schneider.Electric



Téléchargez

l'application mobile



FO Schneider Electric